



Conseil économique et social

Distr. limitée
2 février 1998
Français
Original: anglais

Session d'organisation pour 1998

3-6 février 1998

Point 5 de l'ordre du jour

**Rapports, conclusions et recommandations
des organes subsidiaires : droits de l'homme**

Rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur les travaux de sa seizième session

**Incidences administratives et incidences sur le budget-programme
des projets de décision recommandés pour adoption par le Conseil
(voir E/1997/L.23 et Add.2)**

**État présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 31
du règlement intérieur du Conseil économique et social**

I. Introduction

1. Par sa décision 1997/321, le Conseil a décidé de reporter à sa session d'organisation pour 1998 l'examen des recommandations contenues dans le rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur les travaux de sa seizième session, et de prier le Secrétariat de fournir par écrit des informations supplémentaires au sujet des incidences de ces décisions sur le budget-programme.

2. Le présent document est soumis conformément à cette décision du Conseil, et remplace les documents E/1997/L.44 et Add.1.

3. Les incidences sur le budget-programme des décisions et recommandations adoptées par le Comité à sa seizième session ont été exposées dans les documents E/1997/L.44 du

22 juillet 1997 et E/1997/L.44/Add.1 du 16 décembre 1997. Le document E/1997/L.44 fait état des incidences sur le budget-programme des décisions du Comité qui ont été soumises au Conseil à sa session de fond de 1997 dans les documents E/1997/L.23 et Add.1. Le document E/1997/L.44/Add.1 fait état des incidences sur le budget-programme des décisions du Comité décrites au chapitre III du rapport du Comité, qui a été soumis au Conseil à la reprise de sa session de fond de 1997 dans le document E/1997/L.62 du 20 septembre 1997.

4. À l'issue de l'adoption par le Conseil de sa décision 1997/321, le Secrétariat a engagé avec les membres du Comité des consultations dont il est ressorti que le Comité estimait que l'exécution des activités décrites au chapitre III devait être financée au moyen de fonds extrabudgétaires. En conséquence, les documents E/1997/L.44 et Add.1 sont remplacés par le présent document.

II. Demandes formulées par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels

5. À sa seizième session, qui s'est tenue à Genève du 28 avril au 16 mai 1997, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a recommandé que les trois décisions ci-après soient adoptées par le Conseil économique et social :

a) Dans le projet de décision I, le Conseil économique et social, préoccupé par l'accumulation des rapports en souffrance dont l'examen par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels prendrait jusqu'à trois ans, compte tenu de la procédure actuellement en vigueur, approuverait, à titre exceptionnel, la tenue, dans le courant de l'année 1998, d'une session supplémentaire du Comité d'une durée de trois semaines ainsi que d'une réunion du groupe de travail de présession d'une durée d'une semaine;

b) Dans le projet de décision II, le Conseil, notant que la tenue de sessions ponctuelles à New York permettrait de renforcer l'efficacité des travaux du Comité des droits économiques, sociaux et culturels et de les rehausser, approuverait la tenue de la dix-neuvième session du Comité à New York à la fin de l'année 1998;

c) Dans le projet de décision III, le Conseil, notant que l'Assemblée générale n'avait pas encore pris de mesures pour donner suite à ses décisions 1993/297 et 1995/302 A et que des honoraires étaient déjà versés aux membres du Comité des droits de l'homme, du Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et du Comité des droits de l'enfant, demanderait à l'Assemblée générale de remédier rapidement à cette situation en approuvant le versement d'honoraires, à partir de 1997, aux membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels.

6. Dans la décision qu'il a portée à l'attention du Conseil économique et social, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, rappelant sa décision de mai 1997 visant à commencer la rédaction d'un ensemble d'observations générales que le Comité examinerait et adopterait dans un délai de deux ans environ, et étant parvenu à la conclusion que la manière la plus efficace de procéder était de charger un groupe de travail de se livrer à un examen préliminaire minutieux des projets présentés par les membres du Comité, a décidé d'organiser, à titre exceptionnel et dans la limite des ressources disponibles, la réunion d'un groupe de travail spécial composé de cinq membres désignés à cet effet, pendant la semaine précédant sa dix-huitième session, en avril 1998.

III. Liens entre les demandes et le programme de travail

7. Les activités susmentionnées relèvent du sous-programme 2 (Appui aux organes et organismes des droits de l'homme) du programme 19 (Droits de l'homme) du plan à moyen terme pour la période 1998-2001 (A/51/6/Rev.1) ainsi que du chapitre 22 (Droits de l'homme) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999 [A/52/6/Rev.1 (chap. 22)].

IV. Activités qui permettraient de donner suite aux demandes et dépenses supplémentaires, calculées sur la base du coût intégral

Projet de décision I. Session supplémentaire extraordinaire du Comité et groupe de travail de présession en 1998

8. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels tient normalement deux sessions de trois semaines chacune par an en avril/mai et en novembre/décembre, respectivement. Un groupe de travail de présession se réunit pendant une semaine aussitôt après la fin de chaque session. Les frais de voyage et de subsistance des 18 membres du Comité qui assistent aux sessions annuelles sont pris en charge ainsi que ceux des membres (cinq en moyenne) qui participent au groupe de travail de présession.

9. Des ressources ont été prévues aux chapitres 22 (Droits de l'homme) et 27E (Services de conférence/ Genève) du projet de budget-programme pour 1998-1999 pour couvrir le coût de deux sessions du Comité et deux réunions du groupe de travail de présession chaque année.

10. Le mieux serait de tenir la session supplémentaire extraordinaire à Genève entre la dix-huitième (avril/mai) et la dix-neuvième (novembre/décembre) session du Comité, étant entendu que la réunion supplémentaire du groupe de travail de présession aurait lieu aussitôt après la fin de la dix-huitième session du Comité. Toutefois, pour les raisons indiquées aux paragraphes 14 à 16 ci-dessous, il est proposé d'organiser la session supplémentaire du Comité pendant la

période prévue pour la dix-neuvième session (novembre/décembre 1998) et d'avancer cette dernière au mois d'août 1998. Dans ce cas, la réunion du groupe de travail de présession proposée en vue de la session supplémentaire aurait lieu immédiatement après la fin des travaux de la dix-neuvième session du Comité.

11. Au cas où le Conseil économique et social adopterait le projet de décision I et déciderait que la session supplémentaire devrait se tenir pendant la période prévue pour la dix-neuvième session, cette décision n'entraînerait aucune dépense supplémentaire puisque les ressources nécessaires pour la dix-neuvième session sont déjà inscrites dans le budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999. Toutefois, si la dix-neuvième session devait se tenir à New York, il faudrait prévoir des fonds supplémentaires dans la mesure où les ressources inscrites dans le budget pour cette session seraient affectées à la tenue de la session supplémentaire de novembre/décembre 1998 à Genève.

Projet de décision II. Tenue de la dix-neuvième session du Comité à New York à la fin de 1998

12. Au cas où le Conseil adopterait le projet de décision II, des ressources supplémentaires seraient nécessaires pour payer les frais de voyage des 18 membres du Comité (160 000 dollars des États-Unis) et leur verser une indemnité journalière de subsistance ainsi qu'aux membres (cinq en moyenne) participant aux réunions du groupe de travail de présession (10 000 dollars des États-Unis). En outre, un montant de 39 000 dollars des États-Unis serait nécessaire pour payer les frais de voyage de six fonctionnaires du bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme en poste à Genève qui se rendraient à New York pour assurer le service de la dix-neuvième session et leur verser une indemnité journalière de subsistance.

13. En ce qui concerne les services de conférence nécessaires à New York, il y a lieu de noter que les dates proposées pour la session de trois semaines du Comité des droits économiques, sociaux et culturels envisagée à New York (16 novembre-4 décembre 1998), ainsi que pour la réunion d'une semaine du groupe de travail de présession, se situent pendant la période de pointe de la session ordinaire de l'Assemblée générale, c'est-à-dire à un moment où la totalité des ressources des services de conférence sont mobilisées pour répondre aux besoins de l'Assemblée et de ses grandes commissions et assurer le service des autres réunions

connexes des groupes régionaux. Pour que les travaux de l'Assemblée ne pâtissent pas de la nécessité d'assurer les services nécessaires aux réunions d'autres organes, l'ensemble des installations et services de conférence sont, dans la pratique et en règle générale, strictement réservés à l'Assemblée générale et à ses grandes commissions pendant leurs sessions annuelles ordinaires. Conformément au paragraphe 7 de la résolution 40/243 de l'Assemblée générale, même les organes subsidiaires de l'Assemblée elle-même ne sont pas autorisés à se réunir au Siège sauf avec l'assentiment exprès de celle-ci.

14. Pour les raisons qui viennent d'être mentionnées, il ne sera pas possible d'accueillir la dix-neuvième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels à New York du 16 novembre au 4 décembre 1998.

15. Compte tenu du projet de calendrier des conférences pour 1998, on pense au stade actuel qu'il serait possible d'accueillir cette session à New York dans le courant du mois d'août 1998. En conséquence, et après consultation avec le Président du Comité, il est proposé que la dix-neuvième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels soit organisée à New York en août 1998. Elle serait suivie immédiatement par la réunion du groupe de travail de présession destinée à préparer la session supplémentaire du Comité (novembre/décembre 1998). La réunion du groupe de travail de présession en vue de la dix-neuvième session se tiendrait à Genève en mai 1998, aussitôt après la dix-huitième session du Comité.

16. Les dépenses à prévoir au titre des services de conférence pour la dix-neuvième session et la réunion du groupe de travail s'élèveraient à 925 300 dollars des États-Unis, sur la base du coût intégral. On trouvera dans l'annexe au présent document une ventilation comparative, entre New York et Genève, des coûts correspondant aux frais de voyage, à l'indemnité journalière de subsistance et aux services de conférence, comme demandé par le Conseil dans sa décision 1997/321.

17. Par sa décision 1985/17 du 28 mai 1985, le Conseil économique et social a décidé que le Comité se réunirait en alternance à Genève et à New York. Toutefois, dans sa résolution 40/252 du 18 décembre 1985, l'Assemblée générale a invité le Conseil à réexaminer sa décision d'autoriser le Comité à se réunir à New York. En conséquence, dans sa décision 1986/102 du 7 février 1986, le Conseil a décidé que les sessions du Comité auraient lieu à Genève. C'est pourquoi, au cas où le Conseil approuverait le projet de décision II, la tenue de la dix-neuvième session du Comité à New York impliquerait une dérogation à la décision 1986/102 du Conseil.

Projet de décision III. Versement d'honoraires aux membres du Comité

18. Les montants des honoraires versés aux membres des organes et organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies, tels qu'approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 35/218 du 17 décembre 1980, s'établissent comme suit : 5 000 dollars des États-Unis par an pour les Présidents et 3 000 dollars des États-Unis par an pour les autres membres.

19. Le montant proposé en ce qui concerne les honoraires des 18 membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels s'élèverait à 56 000 dollars des États-Unis par an.

20. Comme l'a indiqué le Secrétaire général dans son rapport sur l'étude d'ensemble de la question des honoraires versés aux membres des organes et organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies (A/C.5/47/45), le principe fondamental énoncé par l'Assemblée générale dans sa résolution 2489 (XXIII) du 21 décembre 1968 est que, sauf décision expresse de l'Assemblée, les membres des organes et organes subsidiaires ne perçoivent normalement pas d'honoraires ni de rémunération en sus de l'indemnité de subsistance au taux normal. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a déjà recommandé, à maintes reprises, que des honoraires soient versés à ses membres, ainsi qu'il est indiqué dans le rapport susmentionné du Secrétaire général (A/C.5/47/45). Par sa décision 47/460 B du 6 mai 1993, l'Assemblée générale a reporté à sa quarante-huitième session l'examen de l'ensemble de la question des honoraires versés aux membres des organes et organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies, et aucune décision n'a été prise depuis lors à ce sujet. Si le Conseil économique et social décidait d'approuver le projet de décision III, la question du versement d'honoraires aux membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels ne pourrait être examinée aux fins d'application qu'à partir de 1999, une fois que l'Assemblée générale aurait examiné, à sa cinquante-troisième session, les prévisions révisées résultant des résolutions et décisions du Conseil et décidé d'étendre le versement d'honoraires aux membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels. Ainsi, l'adoption du projet de décision III n'aurait pas directement d'incidences financières. De telles incidences ne pourraient découler que d'une décision de l'Assemblée générale par laquelle celle-ci accepterait la recommandation du Conseil.

Décision concernant la réunion du Groupe de travail ad hoc

21. L'attention du Conseil est appelée sur la décision adoptée par le Comité à sa seizième session concernant la proposition de réunion d'un groupe de travail ad hoc qui, dans la limite des ressources disponibles, se tiendrait à Genève immédiatement avant la dix-huitième session du Comité en avril 1998.

22. On se souviendra que, conformément au paragraphe 2 de l'article 24 du règlement intérieur du Conseil, les commissions et comités du Conseil ne peuvent pas créer d'organes subsidiaires intersessions permanents ou ad hoc sans l'approbation préalable du Conseil. Le Conseil économique et social est donc prié d'examiner la décision du Comité et de statuer à son sujet.

23. En ce qui concerne la demande du Comité tendant à ce que la réunion du Groupe de travail ad hoc soit convoquée dans la limite des ressources existantes, il convient de rappeler que l'Assemblée générale, dans la partie VI de sa résolution 45/248 B :

a) A réaffirmé que la Cinquième Commission était celle de ses grandes commissions à laquelle incombait le soin des questions administratives et budgétaires;

b) A réaffirmé également le rôle du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

c) S'est inquiétée de la tendance manifestée par les commissions chargées des questions de fond et d'autres organes intergouvernementaux à s'ingérer dans les questions administratives et budgétaires;

d) A invité le Secrétaire général à communiquer à tous les organes intergouvernementaux les éléments d'information nécessaires concernant les procédures à suivre pour les questions administratives et budgétaires.

24. Si le Conseil faisait sienne la décision du Comité, la réunion du Groupe de travail ad hoc nécessiterait un montant supplémentaire de 10 000 dollars des États-Unis au titre des indemnités journalières de subsistance à verser aux cinq membres participant au Groupe de travail. Il n'y aurait pas de frais de voyage supplémentaires dans la mesure où les cinq membres se rendraient tous à Genève pour participer à la dix-huitième session du Comité.

25. Le Groupe de travail ad hoc se réunirait pendant cinq jours ouvrables sans services d'interprétation. Le coût des services de conférence, qui est estimé sur la base du coût intégral à 27 500 dollars des États-Unis, se limiterait à celui

de la publication en quatre langues de la documentation postsession.

26. Si le Conseil adoptait les projets de décision I et II et approuvait la décision susmentionnée du Comité, le calendrier des réunions du Comité et de son groupe de travail de présession en 1998 serait le suivant :

- a) 20-24 avril (Genève) : Groupe de travail ad hoc;
- b) 27 avril-15 mai (Genève) : dix-huitième session du Comité;
- c) 18-22 mai (Genève) : groupe de travail de présession pour la dix-neuvième session;
- d) Trois semaines en août (New York) : dix-neuvième session du Comité;
- e) Une semaine en août (New York) : groupe de travail de présession pour la session supplémentaire (vingtième session);
- f) 16 novembre-4 décembre (Genève) : session supplémentaire (vingtième session) du Comité;
- g) 7-11 décembre (Genève) : groupe de travail de présession pour la vingt et unième session.

V. Modifications du programme de travail proposé

27. Le programme de travail figurant au chapitre 22 (Droits de l'homme) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999 devrait être modifié comme suit :

Sous-programme 2. Appui aux organes qui s'occupent des droits de l'homme

Activités a). Services destinés à des organismes internationaux et à des organes d'experts

Services fonctionnels et techniques pour des réunions :
Comité des droits économiques, sociaux et culturels :
30 séances plénières supplémentaires du Comité et 20 séances de son groupe de travail.

VI. Possibilité de financement

28. Aucun montant n'a été prévu au chapitre 22 (Droits de l'homme) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999 pour couvrir les dépenses au titre des activités de fond (219 000 dollars des États-Unis) correspondant à : a) la tenue d'une session supplémentaire du Comité et de son groupe de travail de présession en 1998 à New York

(209 000 dollars des États-Unis, et b) la tenue d'une réunion du groupe de travail ad hoc pendant une semaine en avril 1998 (10 000 dollars des États-Unis). Ces dépenses ne pourront sans doute pas être financées par imputation sur les montants approuvés au titre du chapitre 22 (Droits de l'homme) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999.

29. En ce qui concerne le versement d'honoraires aux membres du Comité, bien qu'aucun montant n'ait été prévu à ce titre dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999, l'adoption de la décision n'entraînerait pas dans l'immédiat un besoin de ressources supplémentaires car l'obligation de verser des honoraires ne pourrait être établie que par une décision ultérieure de l'Assemblée générale.

30. Les coûts relatifs aux services de conférence de la réunion du groupe de travail ad hoc en 1998 et de la dix-neuvième session du Comité ainsi que de la réunion de son groupe de travail de présession à New York sont estimés, sur la base du coût intégral, à 27 500 dollars des États-Unis et 925 300 dollars des États-Unis, respectivement. Cette estimation procède de l'hypothèse qu'aucun des services de conférence requis ne pourra être assuré par le personnel permanent des services de conférence (chapitre 27E (Services de conférence) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999). Les besoins relatifs au personnel supplémentaire à prévoir à ce titre ne pourront être déterminés qu'au vu du calendrier des conférences et des réunions pour l'exercice biennal 1998-1999. Des montants sont cependant prévus au titre du chapitre 27E du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999 non seulement en ce qui concerne le service des réunions qui étaient déjà prévues au moment de l'établissement du budget, mais aussi de celles qui pourraient être autorisées ultérieurement, sous réserve que le nombre et la répartition des conférences et réunions devant se tenir au cours de l'exercice biennal 1998-1999 correspondent au schéma des années précédentes.

VII. Résumé

31. Si le Conseil économique et social décidait d'adopter le projet de décision II et entérinait la décision du Comité portée à l'attention du Conseil, des ressources supplémentaires d'un montant de 219 000 dollars seraient nécessaires.

32. Hormis la recommandation concernant le versement d'honoraires qui, sous réserve d'une décision de l'Assemblée générale, pourrait être mise en oeuvre à partir de 1999, les

autres recommandations du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, une fois approuvées par le Conseil, seraient mises en oeuvre en 1998.

33. Toutefois, si le Conseil décidait d'approuver ces recommandations à sa session d'organisation pour 1998, le Secrétaire général aborderait la question des dépenses nécessaires dans le contexte du premier rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice biennal 1998-1999, en ayant recours, au besoin, aux dispositions de la résolution 52/223 de l'Assemblée générale concernant les dépenses imprévues et extraordinaires pour l'exercice biennal 1998-1999.

Annexe

Dépenses occasionnées par le projet de décision II : «Tenue de la dix-neuvième session du Comité à New York ou à Genève»¹

I. Chapitre 22. Droits de l'homme

	1998-1999 (En dollars É.-U.) New York
Frais de voyage et indemnité journalière de subsistance des 18 membres participant à la session annuelle proposée du Comité	160 000
Indemnité journalière de subsistance des cinq membres participant à la réunion du groupe de travail de présession	10 000
Frais de voyage à New York de six fonctionnaires du Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme de l'ONU aux fins d'assurer le service de la session annuelle	39 000
Total I	209 000

II. Chapitre 27E. Services de conférence

Groupe de travail présession (une semaine en 1998)

	1998-1999 (En dollars É.-U.)	
	New York	Genève
Service des séances (A, E, F, R), 10 séances	37 600	35 900
Documentation présession (A, E, F, R), 600 pages, 18 documents	340 600	332 400
Documentation postsession (A, E, F, R), 40 pages, 6 documents	23 400	23 600
Autres ressources nécessaires	5 900	2 300
Total, groupe de travail de présession	407 500	394 200

¹ Si la réunion devait se tenir à Genève, aucune ressource ne serait nécessaire au titre des frais de voyage des fonctionnaires. Ainsi, le coût de la tenue de la session à Genève ne serait que de 170 000 dollars.

Session annuelle du Comité (trois semaines en 1998)

	1998-1999 (En dollars É.-U.)	
	New York	Genève
Service des séances (A, Ar, E, F, R), 30 séances	147 900	146 700
Documentation présession (A, Ar, E, F, R), 50 pages, 5 documents	37 900	37 200
Documentation de session (A, Ar, E, F, R), 90 pages, 10 documents	67 000	61 700
Documentation postsession (A, Ar, E, F, R), 30 pages, 6 documents	23 100	23 600
Comptes rendus analytiques (A, E, F)	224 300	210 400
Autres ressources nécessaires	17 600	6 800
Total, session du Comité	517 800	485 900
Total II	925 300	880 100